

Bruxelles, le 9.12.2016
C(2016) 8573 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 9.12.2016

**relative au Programme d'action annuel 2016 en faveur de la République de Côte
d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 9.12.2016

relative au Programme d'action annuel 2016 en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le Programme indicatif national pour la Côte d'Ivoire³, pour la période 2014-2020⁴, dont le point 1.2 établit les trois priorités suivantes: renforcement de l'Etat et consolidation de la paix, développement de l'agriculture et développement de l'énergie.
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')⁵ vise à appuyer le Gouvernement ivoirien dans ses efforts pour assurer le développement économique et la stabilité du pays sur le long-terme.
- (3) L'action intitulée "Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire – Phase 2 (ENERGOS II)" a pour objectif de soutenir les efforts du gouvernement de la Côte d'Ivoire pour redresser le secteur électrique et assurer de manière durable sa sécurité énergétique. Le projet a pour objectifs d'améliorer l'accès des populations rurales aux services électriques, de contribuer à l'augmentation des capacités de production par des énergies renouvelables et de réduire les consommations énergétiques. Elle sera mise en œuvre en Gestion indirecte, une partie avec la République de Côte d'Ivoire et une autre partie avec Expertise France. Elle contribuera aussi à l'*Africa Investment Facility* (AfIF).
- (4) L'action intitulée "Deuxième phase du projet de leadership et initiative des acteurs non étatiques (LIANE II)" vise à appuyer l'enracinement de la démocratie et de la culture de dialogue et de paix en Côte d'Ivoire à travers une participation croissante et

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3586

⁴ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République de Côte d'Ivoire C(2014)3586

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

effective des Organisations de la société civile, et par leur biais, des citoyens, dans le processus de la vie politique, économique et sociale du pays. Cette action sera mise en œuvre à travers une subvention en gestion directe, d'une part, et en gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire, d'autre part.

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁶ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe 2, section 5.4.1.
- (7) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Ces entités respectent les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.
- (8) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à la République de Côte d'Ivoire, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) n° 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans les annexes 1 et 2 de la présente décision.
- (9) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. Il est ainsi envisagé d'octroyer une subvention, dans le cadre de LIANE II, au Centre de recherche et d'action pour la paix (CERAP), qui est placé dans une situation de monopole de fait par sa neutralité reconnue, sa capacité technique et son expérience. CERAP effectuera une cartographie de la société civile ivoirienne, identifiera ses besoins en renforcement de capacités et de formation et amorcera le renforcement des antennes régionales de la société civile.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.

⁶ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

- (11) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (12) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la première partie du Programme d'action annuel 2016 en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- Annexe 1: Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire – Phase deux (ENERGOS II);
- Annexe 2: Deuxième phase du projet de leadership et initiative des acteurs non étatiques (LIANE II).

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 74 265 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans les annexes 1 et 2, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n°1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence

significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévu est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 9.12.2016

Par la Commission

Neven Mimica

Membre de la Commission